Bulletin d'histoire politique

Les revues de gauche au Québec, 1960-1970

Andrée Fortin

Volume 19, numéro 2, hiver 2011

La gauche au Québec depuis 1945

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054892ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054892ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fortin, A. (2011). Les revues de gauche au Québec, 1960-1970. *Bulletin d'histoire politique*, 19(2), 78-86. <https://doi.org/10.7202/1054892ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les revues de gauche au Québec, 1960 et 1970

ANDRÉE FORTIN

Qu'est-ce que le socialisme ? Ne riez pas. Ce n'est pas si simple.

Éditorial, *Parti pris*, n° 6, 1964, p. 2.

Pourquoi s'intéresser aux revues ? En général, ce sont des tremplins d'idées neuves et des lieux de débats. Comme la gauche vise des changements, elle doit s'expliquer sur ceux-ci et sur les bases de son action, pour convaincre et éventuellement recruter, ce qu'une revue, en prise sur l'actualité, est bien à même de réaliser. De plus, les revues sont susceptibles de rejoindre un plus vaste lectorat que des ouvrages ou traités. Aussi la gauche a-t-elle souvent pris la parole dans des revues pour décrire et dénoncer des situations, pour proposer de nouvelles voies d'analyse et d'action.

Je viens de parler de la gauche ; en fait, il existe plusieurs gauches : chrétienne, nationaliste, marxiste-léniniste, alternative / autogestionnaire et anarchiste ; celles-ci se sont manifestées à différents moments dans l'histoire du Québec et toutes se sont donné des revues. Certaines ont acquis une image emblématique. Ainsi, dans les années 1950, *Cité libre* (1950-1966) portait le flambeau de l'opposition à Duplessis. Revue de gauche ? À la fois anti-duplessiste et chrétienne, dans la foulée du personnalisme, elle est perçue dans les années 1950 comme « de gauche ». Mais avec la Révolution tranquille, la gauche prend de nouvelles couleurs.

Les années 1960 sont celles de la décolonisation en Afrique, et c'est dans ces termes que plusieurs pensent le nationalisme, dans la foulée de Frantz Fanon et Albert Memmi ; de Paolo Freire, ils retiennent que le changement social passe par la « conscientisation » et pas seulement par les institutions. Politique et culture sont étroitement associées chez ceux qui se réclament alors du socialisme ; ils lisent davantage Sartre que Marx. Toutes ces influences conduisent à la même conclusion : il ne suffit pas de changer des structures, le changement global passe par des changements individuels qui en sont le préalable. Mais, décolonisation oblige, la gauche se fait indépendantiste.

En février 1961, Jean-Marc Léger publie, dans le n° 40 de *Cité Libre*, un article intitulé «Urgence d’une gauche nationale». Quand cette gauche nationale, et nationaliste, survient, certains des collaborateurs de *Cité libre* essaient vers d’autres revues – ainsi Marcel Rioux participe à la fondation de *Socialisme 64* et Pierre Vallières prend les rênes de *Révolution québécoise* – et *Cité libre* est vouée à la disparition.

Une «nouvelle gauche» nationaliste et culturelle

La critique théorique et pratique de notre société et le dégagement progressif des modes d’action aptes à la transformer nous permettront peu à peu de percevoir les structures que nous devons établir pour que l’homme d’ici puisse se réaliser. (Éditorial, *Parti pris*, n° 6, 1964, p. 4.)

La revue qui a fait époque dans les années 1960 est *Parti pris*, comme en font foi les nombreux ouvrages qui lui sont consacrés en tout ou en partie¹. D’autres revues partagent son analyse sociopolitique, mais *Parti pris* est aussi une revue littéraire, ce qui lui permet de rejoindre tant les milieux politiques que culturels.

Parti pris est indépendantiste, laïque et socialiste. Pour ses rédacteurs, il est clair que le Québec est un pays colonisé, tant du point de vue linguistique et culturel qu’économique, et que la lutte, politique, doit être nationaliste, démocratique, mais surtout décolonisatrice (voir le «Manifeste 1965-66», vol. 3, n° 1/2, 1965). *Parti pris* porte donc trois combats, incarnés par trois figures de proue, qu’on retrouve quelques années plus tard dans la contre-culture (Paul Chamberland), le marxisme (Jean-Marc Piotte) ou le nationalisme (Pierre Maheu)².

C’est à partir de ces deux thèmes centraux (aliénation et possibilité objective de son dépassement) que nous pouvons le mieux définir notre parti pris. [...] L’aliénation dont nous souffrons, et qui existe à tous les niveaux, vient de ce que nous sommes colonisés et exploités. [...]

Nous luttons pour l’indépendance du Québec parce qu’elle est une condition indispensable de notre libération [...]. Nous luttons pour un État libre, laïque et socialiste. (Présentation, *Parti pris*, n° 1, 1963, p. 2 et 4.)

Tant la laïcité que le nationalisme contribuent à démarquer la gauche des années 1960 de celle des années antérieures. De plus, dans *Parti pris*, le Nous québécois se compose de Je individuels; en effet, c’est en «chacun de nous» qu’il faut d’abord se défaire de l’aliénation.

Parti pris se pose comme socialiste et revient explicitement à plusieurs reprises sur ce thème avec par exemple un dossier intitulé «Pour un socialisme québécois» (n° 6, 1964); dans le même sens, le premier numéro de 1966 titre «Urgence d’un socialisme décolonisateur», c’est-à-dire

autogestionnaire et nationaliste. *Parti pris* et ses membres sont impliqués dans les tentatives de fondation d'un Parti Socialiste québécois (voir par exemple le n° 6, 1964), dont les liens avec le NPD, parti fédéral... et fédéraliste font problème.

En 1963, la même année que *Parti pris*, un organe du Front de libération du Québec voit le jour : La Cognée. Nationalisme et socialisme sont également au menu, mais davantage juxtaposés qu'articulés :

Nous lutterons aussi en mémoire d'Asbestos, de Murdochville, de Louiseville, autant des conscriptions de 1917 et 1943 que de Saint-Eustache et des Plaines d'Abraham. (*La Cognée, organe du Front de libération du Québec*, n° 1, 1963, p. 1.)

Si le nationalisme est une composante importante de cette « nouvelle gauche » québécoise des années 1960, il y a plus. La décolonisation en appelle à la liberté, tant individuelle que collective.

Publiée par « les éditions socialistes, association coopérative » de 1964 à 1969, la revue *Socialisme 64* relève à première vue d'un socialisme assez conventionnel³. *Socialisme 64* (puis 65, 66, etc., selon l'année de parution) est sous-titré *Revue du socialisme international et québécois* ; en effet, plusieurs articles traitent des États-Unis ou de l'Europe. À partir du numéro 7 (1966), la revue publie des numéros thématiques, notamment « Les syndicats et la politique » (n° 11, 1967) ou « Le socialisme au Québec : une utopie ? » (1967, n° 12-13). Qu'est-ce qui distingue cette revue de *Parti pris* ? *Socialisme* est uniquement une revue politique (et n'a pas de volet littéraire) d'une part, et ses artisans sont un peu plus âgés. Cela dit, la parenté d'esprit entre les deux revues est manifeste.

Socialisme 64 se veut non orthodoxe et non dogmatique. Ces notions lui paraissent étrangères à l'essence même du socialisme, puisqu'elles renverraient à une pensée moyenâgeuse ou sclérosée, alors qu'il est profondément jeunesse et dynamisme : le socialisme c'est la création quotidienne de la liberté. (Éditorial, *Socialisme 64*, n° 1, 1964, p. 3.)

Cette association entre le socialisme, la jeunesse et la création quotidienne de la liberté est aussi présente à l'éphémère revue *Noir et rouge. Revue trimes-trielle de la nouvelle gauche québécoise*, 1969⁴ ; le numéro 1 était centré sur « La nouvelle gauche au Québec », et le numéro 2 sur « La contestation étudiante au Québec ». Le troisième et dernier numéro est intitulé « L'action directe et la révolution non-violente ».

Ce numéro de *Noir et rouge* présente un éventail des différentes actions directes qui se déroulent actuellement à travers le monde : aux États-Unis, en France, en Hollande et au Québec. Les caractères fondamentaux qui rassemblent ces divers mouvements sont : leur esprit libertaire (l'homme total libéré est à la fois le moteur et le but de l'action) et leur aspect essentiellement non violent. [...] C'est grâce à de tels mouvements de sensi-

bilisation politique des masses que la révolution culturelle pourra naître enfin, devenir réalité. En effet, cette non-violence révolutionnaire est, à notre avis, la seule voie par laquelle l'humanité pourra se libérer du fanatisme, de l'intolérance et de la peur et grâce à laquelle la Paix, la Liberté, l'Amour et la Fraternité régneront peut-être un jour sur le monde. (Présentation, *Noir et Rouge*, n° 3, 1970, p. 4)

La gauche des années 1960 associe de la sorte son combat politique et économique à celui pour la liberté, et même l'amour. À ce sujet, il faut rappeler que dans cette décennie de Révolution tranquille, plusieurs revues sont tournées vers le changement, et sans être de gauche au sens strict, sont «révolutionnaires». La contre-culture, notamment, s'oppose frontalement à la société de consommation et au patriarcat⁵.

Bref, dans les années 1960, le collectif et l'individuel semblent indissociables à une grande part de la gauche québécoise. Dans la perspective de la décolonisation et de la conscientisation, il faut commencer par nommer l'aliénation pour s'en déprendre. Il n'empêche, cette «nouvelle gauche» se réclame du socialisme.

À la recherche d'une juste ligne

Une gauche plus radicale se fait également entendre, plus timidement, dans les années 1960, avant de prendre de l'importance dans la décennie suivante. *Révolution québécoise* publie 8 numéros en 1964 et 1965. Le directeur en est Pierre Vallières, alors que Charles Gagnon est secrétaire à la rédaction. La revue se présente comme «instrument de combat». Le combat est collectif, et associe les intellectuels et les travailleurs; la dimension culturelle et individuelle de la lutte est récusée, mais le nationalisme en fait partie.

Le Québec est en marche vers l'émancipation. Depuis environ trois ans, grâce à la génération montante, l'aspiration à l'indépendance nationale a pris une ampleur inconnue jusqu'ici. [...] L'infériorité du Québec n'est pas une question culturelle mais un problème d'injustice économique. [...] C'est pourquoi la seule façon de rendre le peuple québécois concrètement indépendant, de le libérer définitivement du sous-développement économique et culturel, c'est l'établissement d'une économie québécoise de type socialiste. [...]

«Révolution québécoise» veut être, en définitive, la conscience de classe de tous les travailleurs du Québec, intellectuels aussi bien que manuels, dans leur lutte pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. (Présentation, *Révolution québécoise*, 1964, p. 3, 5 et 6.)

Parti pris cesse de publier en 1968 et, par la suite, l'«extrême-gauche» prend les devants. Pourquoi? Il appert au fil des ans que la libération individuelle ne conduit pas nécessairement à la révolution politique, mais parfois à la contre-culture qui cultive les microchangements sans qu'il soit

toujours clair comment ils peuvent aboutir à des changements globaux. Mais surtout, la voie politique apparaît bien incertaine, comme en font foi les résultats des élections de 1970, tant au niveau provincial que municipal à Montréal. C'est ainsi que la gauche se radicalise et s'aligne sur la pensée marxiste ou maoïste, voire léniniste⁶, laquelle permettra de construire un parti et ultimement de prendre le pouvoir.

C'est à ces militants et à ceux qui pourraient l'être que Mobilisation s'adresse. À ceux qui déplorent la faiblesse de leur formation théorique et l'absence d'organisation et de stratégie révolutionnaire [...].

C'est dans cet esprit que Mobilisation a fixé ses objectifs. Le premier est de relancer le débat idéologique au Québec. (Préface, *Mobilisation*, n° 1, 1969, p. 3.)

La radicalisation de l'action peut passer par la construction d'un parti ou par la violence. C'est cette voie qu'emprunte bien sûr le FLQ:

C'est simple, il suffit de s'y mettre tous les jours, jour après jour avec la même inébranlable conviction que le combat qu'on livre est juste vu que le système n'offre d'autre alternative au monde que de prendre les armes contre la répression qui monte pour l'arrêter et la vaincre. (« Qui sommes-nous? Que voulons-nous? », *La Claque*, n° 1, 1970, p. 1.)

L'extrême-gauche, centrée sur la construction d'un parti reposant sur une analyse théorique rigoureuse, n'accorde que peu de place aux individus et à la culture, et quand elle le fait, c'est de façon bien différente de celle qui avait cours dans les années 1960. En 1975, *Chroniques* proclame sur la couverture de son premier numéro: « Nous croyons qu'il y a non seulement place mais nécessité pour une revue qui couvrirait chaque mois les activités culturelles et politiques d'importance au Québec, dans une perspective de lutte des classes ». Qu'est-ce à dire?

La dictature du prolétariat nécessite la mobilisation des masses pour qu'elle soit en fait la dictature de la majorité du peuple.

Cinéma: comment un discours politique peut-il être juste?

Le corps dans la peinture: un document d'intervention dans le champ des arts plastiques.

Dans le champ culturel: lutte idéologique et conception prolétarienne de la culture. (Couverture, *Chroniques*, vol. 23, 1976.)

À *Socialisme québécois*, qui succède à *Socialisme 69*, le nouveau nom ne marque pas un approfondissement de l'engagement nationaliste. Le Québec est désormais conçu comme une « formation sociale » dont l'indépendance

n'est pas à l'ordre du jour, et les liens entre les luttes individuelles et collectives, culturelles et politiques apparaissent comme de l'«éclectisme».

En adoptant ce nouveau nom, la revue veut indiquer à la fois une rupture critique et une prise de position positive.

Rupture, d'abord, par rapport à un éclectisme dont le prix – il faut bien le dire – a souvent été l'affaiblissement théorique, voire l'abdication de la rigueur théorique et politique [...].

[...] réaffirmation de la nécessité historique du socialisme et, par conséquent, des principes du marxisme-léninisme, seuls capables d'informer une théorie et une pratique révolutionnaires; insertion dans la réalité de cette conjoncture qui est la nôtre: la formation sociale québécoise [...].

Aussi la tâche immédiate, qu'il faut entreprendre dès aujourd'hui, est de travailler – aux niveaux de l'organisation, de l'éducation et de la théorie politiques – à structurer la gauche révolutionnaire du Québec pour qu'enfin on puisse opposer aux illusions de la petite-bourgeoisie une pratique conséquente de lutte contre le fondement de notre domination, l'impérialisme américain. (Éditorial, *Socialisme québécois*, 1970, p. 2, 4, 12.)

Si le terme socialisme est encore utilisé, il est clair que c'est le marxisme-léninisme qui permettra de l'atteindre, et qu'il procède d'une organisation bien structurée et non de la seule prise de conscience: les militants doivent être éduqués aux théories politiques. Même si la revue dit vouloir servir la lutte révolutionnaire, cette lutte est surtout théorique. C'est bien sûr le rôle des revues que de propager des idées; dans les années 1970, cela va jusqu'à un relatif oubli du contexte (à tout le moins, celui-ci est souvent passé sous silence).

Sans le développement d'une propagande de masse communiste, l'avant-garde ouvrière n'a pas de réponse aux fausses solutions bourgeoises et pas d'arme offensive pour s'éduquer sur ses tâches révolutionnaires. [...] Mettre sur pied une revue de propagande correspond donc à l'affirmation générale que la première étape de la construction d'un Parti prolétarien, c'est la propagande qui permet d'amener les éléments avancés du prolétariat à une conscience communiste et dynamique, de transformer ces leaders ouvriers en dirigeants révolutionnaires. [...] Alors que dans le pays le mouvement marxiste-léniniste est dispersé et que sa fusion avec le mouvement ouvrier ne fait que s'amorcer, la nécessité d'un organe théorique marxiste-léniniste devient cruciale. En Lutte! doit donc prendre en main la lutte pour l'unité [...] autrement, le ralliement se trouvera compromis, et la division et l'éparpillement risquent d'élargir la voie de développement de l'opportunisme. (Présentation, *Unité prolétarienne. Revue théorique du groupe marxiste-léniniste En Lutte!*, n° 1, 1976.)

Les «fausses solutions bourgeoises» que dénonce le texte sont le nationalisme et la contre-culture, solutions vers lesquelles se tournent néanmoins un grand nombre de ceux et celles qui veulent des changements au Québec.

Un arc-en-ciel

Si la gauche marxiste-léniniste s'exprime bruyamment dans les années 1970, elle n'a pas le monopole du discours. Les luttes individuelles et collectives se rejoignent encore parfois, dans la contre-culture – *Main mise* est fondé en 1970 –, mais aussi dans le féminisme; ce dernier s'identifie parfois à la gauche. C'est le cas notamment de *Québécoises deboutte!*, dont le premier numéro paraît en 1972, et qui indique sur sa couverture: «Pas de libération des femmes sans libération du Québec. Pas de libération du Québec sans libération des femmes».

La lutte de libération des femmes doit se faire dans le cadre de la libération nationale, sociale, économique, politique et culturelle [...].

«Québécoises Deboutte» devra répondre aux besoins des femmes intégrées dans un milieu de travail que ce soit dans un syndicat, un comité de citoyens, un groupe de femmes... Il sera un outil de travail pour la formation politique des militantes et un organe de liaison avec des groupes de femmes et des groupes mixtes en aussi avec des personnes travaillant dans des milieux particuliers. («Lettre à nos camarades», *Québécoises Deboutte*, vol. 1, n° 1, 1972.)

Dans les années 1970, il n'est plus question de «nouvelle gauche», mais un nouveau terme apparaît pour nommer les liens entre l'individuel et le collectif: l'anthroposocialisme.

Nous nommons *anthroposocialisme* ce programme de développement qui par-delà les objectifs typiques de toute politique de développement, postule ce primat d'authenticité et d'enracinement. («Amérique québécoise», *Presqu'Amérique*, n° 1, 1971, revue qui se dit aussi nationaliste).

Le terme a des connotations autogestionnaires et libertaires qui sont reprises par quelques revues dans la seconde moitié des années 1970; si elles semblent directement héritières de la nouvelle gauche qui affirmait le lien entre l'individuel et le collectif, ces revues réagissent aussi à la langue de bois de l'extrême-gauche.

Le socialisme auquel se réfère le Q-Lotté suppose une pratique de société autogestionnaire et libertaire sur tous les plans [...].

Le Q-Lotté s'engage à s'acquitter de cette tâche avec tous les socialistes, prolétaires et exploités qui en ont soupé d'entendre le Parti Québécois se proclamer le parti «le plus proche des intérêts des travailleurs» ou de dire les torrents d'injures proférés par les groupuscules marxistes-léninistes-partisans-du-parti-prolétarien à l'endroit de tous ceux qui refusent de se laisser entraîner dans une aventure déjà connue au pays des Soviets [...].

Le Q-Lotté veut lutter pour un socialisme populaire en ce sens qu'il sera construit par les classes populaires [...].

Cela suppose un engagement pratique [...] dans le projet de construction d'une société socialiste, libertaire, féministe et révolutionnaire. (*Le Q-Lotté*, n° 1, 1976, p. 1 et 2.)

À l'assurance des groupes d'extrême-gauche, dont les discours semblent parfois bien loin de la « formation sociale » où ils s'activent, s'oppose le questionnement du *Temps fou* ou de *Possibles* (fondée en 1976).

Aujourd'hui, nous ne possédons plus de vérités articulées les unes aux autres et formant une belle « grille d'analyse » pour interpréter le monde et le refaire [...].

Nous ne pouvons que ressentir alors l'urgence de repenser de fond en comble les fondements de la contestation de l'ordre établi, lequel n'est pas moins désordonné qu'autrefois. [...] Qui aujourd'hui croit sérieusement qu'un changement de l'ordre social puisse survenir uniquement ou principalement sous la pression de revendications matérielles ou même d'un partage plus équitable de la production sociale ? [...]

Autre question : qui aujourd'hui croit sérieusement qu'un changement profond de la société puisse survenir sans que les femmes soient considérées comme des êtres humains égaux en tout et partout aux mâles ? (« Pour y voir clair », *Le Temps fou*, n° 1, 1978, p. 5 à 8.)

Bref, à la fin des années 1970, la gauche renoue avec les préoccupations des années 1960, et réaffirme les liens entre changements personnels et changements globaux. En effet, tout absorbée à la construction du Parti, la gauche radicale avait oublié non seulement le contexte québécois, mais surtout le fait que ses militants et ses militantes avaient une vie privée⁷.

La gauche à l'ère de l'altermondialisation

À partir des années 1980, les revues se spécialisent et prétendent de moins en moins parler pour l'ensemble de la gauche. On est à la recherche d'une autre voix/voie, après l'échec du référendum de 1980, et plus encore après celui de 1995. Le nationalisme ne fait plus consensus, comme dans les années 1960 ; ce sont désormais le féminisme et l'écologisme, qui font consensus. On ne parle plus de décolonisation, mais de solidarités Nord-Sud. Dans les années 1990 et 2000, on assiste à une nouvelle radicalisation de la gauche, qui se réclame parfois de l'anarchisme et s'exprime sur le Web autant que sur papier.

Vu son vaste potentiel significatif, l'anarchisme peut donc être considéré comme une idéologie ouverte, créatrice, spirituelle et libératrice. (« Hors d'ordre », n° 1, 1992, p. 1.)

En fait, il n'est pas faux de dire qu'un idéal intuitif est au cœur de l'être multicéphalique qu'est *La Conspiration Dépressionniste* : une société non coercitive, non autoritaire et affranchie du joug des monarques de la finance. (*La Conspiration Dépressionniste*, n° 1, 2003)

Dans les années 1960, la gauche québécoise affirme l'indissociabilité des changements individuels et globaux, de la lutte politique, culturelle et économique. Au moment des événements d'octobre, plusieurs ont le sentiment d'un échec de cette « nouvelle gauche », mais l'altermondialisme reprend ce flambeau. Reste pendant la question de l'articulation de ces luttes, dont en 1960 comme actuellement, on affirme les liens.

Notes et références

1. Voir Malcolm Reid, *Notre parti est pris*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009; André J. Bélanger, *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement: la Relève, la JEC, Cité libre, Parti pris*, Montréal, Hurtubise HMH, 1977; Lise Gauvin, *Parti pris littéraire*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1975; Robert Major, *Parti pris: Idéologies et littérature*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979.
2. Plusieurs des articles de ces trois auteurs ont été repris dans des ouvrages: Paul Chamberland, *Un parti pris anthropologique*, Montréal, Parti pris, 1983; Pierre Maheu, *Un parti pris révolutionnaire*, Montréal, Parti pris, 1983; Jean-Marc Piotte, *Un parti pris politique*, Montréal, VLB éditeur, 1979. Les livres consacrés à cette revue (voir note précédente) en proposent plusieurs extraits.
3. Le premier numéro contient un long texte, signé de quatre membres du comité de réaction, Émile Boudreau, Jacques Dofny, Roland Martel et Marcel Rioux: « Matériaux pour la théorie et la pratique d'un socialisme québécois ». Ce texte disponible en ligne sur le site des classiques des sciences sociales.
4. Cette revue est associée à *Our Generation*, revue de la gauche montréalaise anglophone.
5. Ce que j'ai développé dans mon livre: Andrée Fortin, *Passages de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006.
6. Voir Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007 et Pierre Milot, *Le paradigme rouge. L'avant-garde politico-littéraire des années 70*, Montréal, Les Éditions Balzac, 1992, qui traite des revues *Socialisme québécois*, *Stratégie* et *Chroniques*.
7. Voir Jean-Philippe Warren, *ibid.*